

Luttes écologiques et sociales autour de la récup' à Emmaüs

Isabelle Hajek

À partir d'une enquête sociologique auprès d'un acteur central de la récupération, Emmaüs, Isabelle Hajek décrit les tensions et les paradoxes qui animent ce secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), dont les emplois restent précaires et peu reconnus.

Les pratiques de récup' ont connu, depuis le début des années 2010, une requalification écologique sous l'effet d'un renouvellement des mouvements de lutte contre les déchets et d'injonctions publiques au réemploi. D'un côté, des collectifs diversifiés ont fleuri dans nombre de villes françaises, s'inspirant souvent d'initiatives médiatisées, portées par des entrepreneurs culturels du Web 2.0¹ : mouvement Zero Waste propulsé par l'auteure californienne d'un blog et best-seller, Béa Johnson (2013) ; repair-café, lancés en 2009 à Amsterdam par la journaliste-militante Martina Postma ; Disco-Soupes, nés à Paris en 2012, inspirées du curry géant contre le gaspillage cuisiné sur Trafalgar Square à Londres à l'initiative de l'anglais Tristram Stuart (2009) et d'une Schnippeldisko² du mouvement Slow Food en Allemagne ; Tente des glaneurs lancée à Lille par un cuisinier-gastronome en 2010 pour récupérer les invendus des marchés de fruits et légumes (liste non exhaustive)... Émergeant de façon diffuse bien plus que d'une campagne organisée par une seule organisation, ces collectifs ont essaimé sous la forme d'initiatives locales et sont à l'origine d'une nouvelle offre d'engagement – par l'action, le « faire » – cherchant à insuffler une transformation individuelle et collective du rapport aux déchets (Hajek 2021). De l'autre, afin de réaffirmer la prévention des déchets (Bailly, Barbier et Daniel 2022), les pouvoirs publics ont cherché à faire du réemploi un secteur professionnel, en le déléguant aux associations dans un contexte de reconnaissance institutionnelle de l'économie sociale et solidaire (ESS) (Rodet 2019). Ce schéma, dans lequel les associations constituent un « milieu de soutien » (Lascoumes 1994) aux politiques environnementales, n'est pas nouveau. Ainsi, l'appui des associations a été crucial pour la mise en place de la collecte sélective et du recyclage durant les années 1990-2000 (Hajek 2020). Le réemploi poursuit cette logique. À travers un recours massif à l'insertion par l'activité économique, il est censé constituer le support d'une réinsertion de personnes considérées comme peu employables ou inemployables, selon une analogie entre le réemploi (ou la « seconde vie ») des femmes et des hommes, et celui des objets.

Cette requalification n'est pas sans poser question. D'une part, les initiatives collectives au nom de l'écologie procèdent d'une réappropriation de pratiques populaires et laissent dans l'ombre le rôle des femmes (Guien, Hajek et Ollitrault 2020), tandis que les personnes racisées en sont absentes (Hajek 2025). À ces biais de classe, de genre et de race s'ajoute le paradoxe de vouloir structurer un secteur professionnel par des emplois précaires peu rémunérés, alors même que la vente de seconde main est un marché hyperconcurrentiel et que le gisement de

1 Sites de réseaux tels que Twitter, Facebook, etc., et de médias numériques dont les contenus sont produits par les usagers, par exemple YouTube.

2 De *schnippeln*, découper, et *disco*, diminutif de discothèque en allemand.

biens d'occasion de qualité se rétrécit face à la mauvaise qualité des biens neufs mis sur le marché, à l'instar de la *fast-fashion*.

En prenant appui sur une enquête sociologique durant deux ans d'immersion chez un acteur central de la récupération, Emmaüs, cet article examine l'appropriation solidaire de ce recodage écologique des pratiques de récup'. Alors que la matrice historique du mouvement Emmaüs est avant tout sociale (restaurer des hommes et des femmes en restaurant des objets), celui-ci développe la dimension écologique de ses activités. Qu'est-ce que cela nous dit de la rencontre entre luttes sociales et luttes écologiques, et de la transformation du rapport aux déchets ? Pour répondre à cette question, l'article propose d'examiner deux foyers de cette rencontre : celui d'une conception militante du réemploi et celui de l'*upcycling*.

Le « réemploi solidaire » : la question de l'effort environnemental demandé aux publics subalternes de la récupération

À l'occasion de la préparation de la loi Anti-gaspillage pour une économie circulaire (loi AGECE promulguée en 2020) et dans le cadre des ateliers de la Feuille de route de l'économie circulaire (FREC)³ en 2017, l'idée d'un « réemploi solidaire » naît au sein d'un front inter-associatif rassemblant Emmaüs France, le Réseau national des ressourceries, le Réseau francilien du réemploi et une vingtaine d'acteurs associatifs⁴. Conçue en opposition à un « réemploi marchand » et aux autres modalités de gestion des déchets (recyclage, incinération, enfouissement), cette appellation de « réemploi solidaire » introduit des enjeux de justice environnementale dans la transformation du rapport sociétal aux déchets. À travers elle, il s'agit de revendiquer des « parcours d'insertion de qualité », un « accompagnement émancipateur » (Emmaüs France 2022) et une valorisation des métiers et des compétences liés au réemploi.

L'appellation de « réemploi marchand » utilisée par ce front inter-associatif fait, elle, référence aux activités lucratives de revente des biens de seconde main des acteurs économiques conventionnels (grandes surfaces, plateformes de revente en ligne, marques) qui ciblent des gisements très qualitatifs (ce que l'on appelle la « crème » dans les fripes), autrement dit des biens qui ont conservé une forte valeur par leur état ou leur qualité, ou leur rareté. Elle s'oppose aux pratiques des acteurs de l'ESS qui collectent tous les biens de seconde main et entendent participer à une transformation culturelle par leurs activités de sensibilisation et de mobilisation citoyenne menées sur la prévention et le réemploi. Le « réemploi solidaire » fait ainsi valoir la création d'emplois de qualité et de proximité, au potentiel supérieur⁵ aux autres options existantes.

À travers ce qualificatif de « solidaire », le réemploi prend donc une connotation proche de la notion d'« effort environnemental » (Deldrève 2020 ; Deldrève et Candau 2021). Introduite par des travaux sur les inégalités environnementales en France sous l'influence du courant étatsunien de l'*Environmental justice*, cette notion insiste sur la répartition de l'« effort

3 La FREC s'inscrit dans le cadre du Plan climat présenté le 6 juillet 2017 par le gouvernement ; son élaboration repose sur la tenue d'ateliers entre différents acteurs (collectivités, éco-organismes, entreprises, ONG environnementales, acteurs du réemploi dans l'ESS...) et l'ouverture d'une plateforme en ligne pour recueillir l'avis des citoyens ; elle est destinée à proposer des mesures devant être traduites dans la loi de transposition de la nouvelle directive européenne sur les déchets. Les propositions de la FREC seront en partie reprises dans la loi Anti-gaspillage pour une économie circulaire (loi AGECE) promulguée en 2020.

4 Parmi lesquels : Zero Waste France, France Nature Environnement, Oxfam France, le Conseil national des Chambres régionales économie sociale et solidaire, etc. (Hajek 2025).

5 En se basant sur les estimations faites par l'Ademe, les acteurs du front inter-associatif mettent en avant que pour 10 000 tonnes de déchets, le « réemploi solidaire » crée 850 emplois à temps plein, le réemploi « marchand » seulement 79, le recyclage 11, l'incinération 3, et l'enfouissement 1. Voir <https://www.reemploi-idf.org/comprendre-le-reemploi-solidaire/>.

environnemental », voire l'aggravation des inégalités, produites *par* les politiques publiques et *par* les mouvements environnementaux. Dire que le réemploi doit être « solidaire » met ainsi sur la table l'« effort environnemental » inégal demandé aux publics subalternes de l'insertion affectés au sale boulot de la récup' à travers un travail précaire.

Les ateliers d'upcycling textile à Emmaüs, un activisme de fils et de tissus en chantier d'insertion ?

Loin d'être exclusivement portée en surplomb par les instances d'Emmaüs France et seulement en termes de « réemploi solidaire », la dimension écologique des activités de récupération a aussi été nourrie, dès la fin des années 2010, par des expériences menées au sein du mouvement Emmaüs par de nouveaux profils de salariés à des postes intermédiaires, lesquels ont introduit des savoirs, des discours et des pratiques des domaines culturel et environnemental, fondés sur une approche alternative et/ou participative. C'est le cas d'ateliers d'upcycling textile conçus par de jeunes designeuses dans le cadre de chantiers d'insertion Emmaüs dès 2017.

L'upcycling textile est défini comme une forme de surcyclage, un recyclage par le haut, avec l'idée de donner une valeur supérieure au bien récupéré. Il se différencie du simple remploi (ou revente en l'état). Le terme d'upcycling est inventé en 1994 par un ingénieur reconverti en architecte d'intérieur, R. Pilz, puis popularisé comme un prolongement du *Cradle do cradle*⁶ et une déclinaison de l'économie circulaire. Son appropriation au sein des groupes Emmaüs déplace leur activité – avant le moment de la vente des biens upcyclés où ces derniers participent, par la vente, d'une forme de réemploi – du côté de la fabrication textile et de la sensibilisation, ces ateliers organisant, en plus de leur activité d'upcycling, des défilés et des ateliers de DIY (*do it yourself*⁷). Ils constituent une des modalités à travers lesquelles les chantiers d'insertion Emmaüs intègrent une activité de sensibilisation à un autre rapport aux déchets, par le « faire », et s'approprient un répertoire d'actions porté par les mouvements de lutte contre les déchets évoqués précédemment.

Surtout, l'arrière-plan militant que convoquent les designeuses d'Emmaüs, souvent issues d'un milieu de la mode qu'elles ont fui, inscrit l'upcycling textile dans une histoire non réductible à celle de l'économie circulaire. Elles se fondent sur une analogie de la couture à une activité réparatrice, par le processus créatif, selon une vision proche du *care* (Tronto 2009 [1993]). Il s'agit de réparer des publics en insertion aux caractéristiques de fragilité, de précarité et aux compétences inégales, et des textiles récupérés, eux-mêmes changeants, abîmés, de qualité diverse. Cette perspective relationnelle rapproche ces ateliers du *craftivism*⁸, dont le terme, inventé en 2003 par la créatrice activiste américaine B. Greer, fait référence à l'idée que l'artisanat est politique et mobilise une histoire alternative des formes de résistance – une *crafted resistance* (résistance artisanale) – qui relie le travail artisanal à la représentation des groupes faibles (souvent féminins) privés des formes de protestation démonstrative ou qui ne s'y reconnaissent pas (Ey 2019 ; Røstvik et Johansen 2015). S'inspirant de ce corpus, les designeuses d'Emmaüs revendiquent un nouveau type d'artisanat, en double opposition à la *fast-fashion* et à une division subalterne du travail social de récupération. Installés dans des recycleries en périphérie urbaine ou en centres anciens, ces ateliers participent du projet qui caractérise les recycleries-Emmaüs : sortir les publics subalternes de la récupération de formes d'enfermement socio-spatiale, soit en faisant venir des publics engagés (souvent issus de classes moyennes), pour qui la consommation de biens de seconde main, et de biens upcyclés

6 En français : du berceau au berceau, pour signifier une réutilisation et un recyclage complets sans déchet.

7 En français : faire soi-même.

8 Traduit de l'anglais *craftivism*, et fusion des termes *craft* (artisanat en français) et *activism* (activisme).

nécessairement plus chers (en raison du travail qu'ils nécessitent) est un choix, soit sortir d'une logique dans laquelle les personnes pauvres sont confinées aux marges des villes, tout en assurant des « dons » de qualité à la structure. Ils prennent part à l'idée que ces recycleries pourraient constituer des sortes d'« aires de transition » – pour reprendre un concept du sociologue américain Ernest W. Burgess (1979 [1925]) –, sociales et matérielles, favorisant les interactions entre les groupes sociaux et générant de nouvelles normes et valeurs dans le rapport aux choses délaissées.

L'épreuve d'un modèle participatif de l'insertion

Deux déclinaisons de ces ateliers sont observables, dont la mise en œuvre met aussi au jour les possibilités et les limites du souci de prise en compte des publics subalternes de la récupération exprimé par l'idée de « réemploi solidaire ». La première se fonde sur l'accessibilité des savoirs à mobiliser en matière de couture. Mais cette solution tend à évacuer le processus de création et les savoir-faire trop complexes (pris en charge par la designeuse) et à sélectionner les salariés en insertion et les textiles dits « récupérés ». Les salariés qui intègrent ces chantiers y sont orientés en raison de leurs profils « manuels » ou « créatifs » : couturiers professionnels (plutôt des hommes, souvent immigrés, couturiers dans leur pays d'origine), femmes voulant préparer un CAP couture ou pratiquant chez elles la couture. Le chantier reproduit alors les divisions sociales existantes dans les sphères professionnelle et domestique au motif de produire une offre d'insertion individualisée.

Réduire la complexité des savoirs mobilisés et des opérations de transformation a des conséquences sur les textiles « récupérés » : soit par un sur-tri pour ne sélectionner que des pièces de qualité nécessitant peu de travail ; soit par la sélection d'inventus de produits neufs et monomatières (excluant les textiles à fibres mélangées) « récupérés » par le biais de partenariats avec des enseignes de luxe.

Ces opérations d'épuration des salariés en insertion et des textiles récupérés autorisent des productions importantes et des prix de vente relativement bas. Un premier modèle d'upcycling se dessine, obéissant à une logique de hiérarchie et de transfert de dévaluation successive entre acteurs de l'ESS. Observable sous la désignation de « centre de transformation » chez d'autres acteurs de l'ESS, ce modèle crée un espace économique spécifique à l'insertion consacré à la requalification marchande des inventus de la surproduction, et fait des ateliers tels que ceux d'Emmaüs (dont la logique d'épuration est moins aboutie) une terminaison d'inemployabilité supplémentaire matérielle et sociale.

Une deuxième approche privilégie les aspects progressifs et relationnels de l'apprentissage et de la création collective expérimentale et conviviale. Salariés en insertion et designeuse expérimentent ensemble des techniques variées (crochet, patchwork, couture à la main, tricot déconstructif...), découvrent les contraintes de l'exercice selon les textiles, dans une ambiance où sont privilégiés le plaisir, des échanges constants et une prévenance respectueuse. Cette approche autorise des profils de salariés profanes ou inattendus qui ne sont pas présélectionnés par le chantier d'insertion : ce sont les personnes qui choisissent d'y prendre part, à l'instar de Azra (50 ans), originaire de Turquie, qui a des difficultés à comprendre le français et peur d'utiliser la machine à coudre, ou encore de Malik (25 ans), qui n'a jamais fait de couture et a demandé à intégrer l'atelier, à la surprise de tous.

Coupler une activité de création avec des publics profanes exige cependant un travail émotionnel intense pour la designeuse, tout en générant des formes autonomes de soutien entre salariés en insertion, sur lesquelles le collectif peut prendre appui. Par exemple, quand la créatrice expérimente l'organisation de l'activité avec deux salariées en insertion, l'entraide mutuelle des deux femmes permet au collectif de fonctionner : l'une, plus aguerrie, montre à

l'autre et lui traduit en français les explications. Cette approche relationnelle se rapproche d'une pédagogie du soutien mutuel et de la persévérance (Graziano et Trogal 2017), au-delà de la question de l'accessibilité des savoirs. Dans cette approche, l'upcycling est un recoutage du collectif de l'atelier, qui nécessite de passer par un tissage lent et patient de relations d'entraide, d'attention à l'autre et une familiarisation avec les choses triées.

Mais cette approche s'avère incompatible avec les logiques économicistes, individualisantes et de *turn-over* de l'insertion. Les absences régulières des salariés en insertion (pour des rendez-vous dans leurs « parcours » d'insertion, pour des problèmes de santé) confèrent un caractère décousu au processus d'apprentissage et de création. Cette situation compromet l'objectif de ces ateliers de relier les salariés en insertion à d'autres espaces (et d'autres publics) que ceux du chantier d'insertion – ceux de défilés, d'exposition qui puissent « valoriser », rendre « visible » le travail collectif et lui donner une valeur morale de « fierté ». En outre, l'évaluation de leur apprentissage est réduite à des « compétences d'employabilité » individuelles, dans lesquelles ce qui compte est moins le travail de réparation du collectif sociotechnique auquel ces salariés ont pourtant pris part que le travail qu'ils font *sur eux-mêmes* pour démontrer leur volonté et leur capacité de participation. À cela, s'ajoutent des prix par article plus élevés (en raison du temps passé à transformer le textile récupéré) peu compris par la clientèle.

Malgré sa visée transformatrice, cette approche de l'upcycling nourrie par l'idée de *crafted resistance*, mais contrariée par les caractéristiques d'instabilité de l'espace sociotechnique de l'insertion et son enfermement dans une rationalité économique, aboutit à invisibiliser le travail de réparation du collectif socio-technique-matériel en tant que « travail du commun » (Nicolas-Le Strat 2016), auquel se substitue le travail sur soi, et à conforter les hiérarchies entre les salariés en insertion disposant d'aptitudes personnelles à la participation, la créativité, et les plus fragiles. En ce sens, elle montre que la prise en compte des enjeux de justice environnementale dans la transformation du rapport sociétal aux déchets est impossible dans un champ de l'insertion qui a réduit l'intégration sociale, c'est-à-dire la contribution à une œuvre collective et à la vie politique (Ebersold 2001), à des compétences que requièrent les situations de travail en entreprise. Dit autrement, l'insertion ne peut être le cadre d'une rencontre entre luttes sociales et écologiques.

Bibliographie

- Bailly, V., Barbier, R. et Daniel, F.-J. 2022. La Prévention des déchets. Innovations sociales, action publique et transition sociotechnique, Bruxelles : Éditions Peter Lang.
- Burgess, E. W. 1979 [1925]. « La croissance de la ville. Introduction à un projet de recherche », in Y. Grafmeyer et I. Joseph (éd.), *L'École de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, Paris : CRU, p. 131-148.
- Deldrève, V. 2020. « La fabrique des inégalités environnementales en France. Approches sociologiques qualitatives », *Revue de l'OFCE*, n° 165, p. 117-144.
- Deldrève, V. et Candau, J. (dir.). 2021. Effort environnemental et équité. Les politiques publiques de l'eau et de la biodiversité en France, Bruxelles : Peter Lang.
- Ebersold, S. 2001. *La Naissance de l'inemployable. Ou l'insertion aux risques de l'exclusion*, Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Emmaüs France. 2022. Emmaüs, la fabrique d'un nouveau monde.
- Ey, M. 2019. « Purling politics. Crafting resistance with the Knitting nanas against gas », *ACME: An International Journal for Critical Geographies*, vol. 18, n° 4, p. 956-976.

- Graziano, V. et Trogal, K. 2017. « The politics of collective repair. Examining object relations in a postwork society », *Cultural Studies*, vol. 31, n° 5, p. 634-658.
- Guien, J., Hajek, I. et Ollitrault, S. 2020. « Femmes et lutte contre le gaspillage : un espace d'émancipation ou d'aliénation genrée ? », *Écologie et Politique*, n° 60, p. 105-119. URL : <https://shs.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2020-1-page-105?lang=fr&tab=texte-integral>.
- Hajek, I. 2020. « Militer contre le gaspillage : reprendre en main sa vie, reprendre en main l'économie ? », *Écologie et Politique*, n° 60, p. 15-30. URL : <https://shs.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2020-1-page-13?lang=fr&tab=texte-integral>.
- Hajek, I. 2021. « Récup', glanage, zéro déchet : une nouvelle conception du politique ? », *Géocarrefour*, vol. 95, n° 1, URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/16302>.
- Hajek, I. 2025. *Le Soin des restes. Le renouvellement des luttes écologiques et sociales pour transformer la relation sociétale aux déchets*, Université de Tours : Habilitation à diriger des recherches, mémoire de synthèse, tome 2.
- Johnson, B. 2015 [2013]. *Zéro déchet : 100 astuces pour alléger sa vie*, Paris : J'ai lu Flammarion.
- Lascombes, P. 1994. *L'Éco-pouvoir. Environnements et politiques*, Paris : La Découverte.
- Nicolas-Le Strat, P. 2016. *Le Travail du commun*, Rennes : Éditions du Commun.
- Rodet, D. 2019. « L'économie sociale et solidaire : une réalité composite issue d'histoires plurielles », *Informations sociales*, n° 199, p. 14-25. URL : <https://shs.cairn.info/revue-informations-sociales-2019-1-page-14?lang=fr>.
- Røstvik, C. M. et Johansen, T. P. 2015. « Craftivisme: politisk protest med nål og tråd », *Slagmark – Tidsskrift for Idéhistorie*, n° 71, p. 79-92.
- Tronto, J. 2009 [1993]. *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris : La Découverte.

Isabelle Hajek est maîtresse de conférences HDR en sociologie à l'Université de Strasbourg et au laboratoire SAGE (UMR 7363). Ses travaux portent sur les mouvements environnementaux, le rapport aux déchets et l'écologie urbaine.
Isabelle Hajek <hajek@unistra.fr>

Pour citer cet article :

Isabelle Hajek, « Luttés écologiques et sociales autour de la récup' à Emmaüs », *Métropolitiques*, 28 septembre 2026.
URL : <https://metropolitiques.eu/Luttés-ecologiques-et-sociales-autour-de-la-recup-a-Emmaus.html>
DOI : <https://doi.org/10.56698/metropolitiques.2332>